



Comité des règles d'origine

**NOTIFICATIONS AU TITRE DU PARAGRAPHE 4 DE L'ANNEXE II
DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE**

RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES

1. Le paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine dispose que les Membres communiqueront leurs règles d'origine préférentielles existantes ou nouvelles au Secrétariat aussitôt que possible, y compris une liste des arrangements préférentiels auxquels elles s'appliquent, et les décisions judiciaires et administratives d'application générale concernant leurs règles d'origine préférentielles. Des listes des informations reçues et pouvant être consultées au Secrétariat seront distribuées aux Membres par celui-ci dans les documents de la série G/RO/N/-.

2. En outre, le Comité des règles d'origine est convenu que, s'agissant des règles d'origine préférentielles, les notifications présentées au Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) ou au Comité du commerce et du développement (CCD) pouvaient également être suffisantes aux fins de la conformité avec les obligations de notification au titre de l'Accord sur les règles d'origine (G/RO/M/59). Par conséquent, le Comité est convenu que les notifications initialement reçues par le CACR ou le CCD devraient également lui être distribuées par le Secrétariat. Les renseignements concernant ces notifications, y compris ceux ayant trait aux règles d'origine préférentielles, peuvent également être obtenus au moyen de la base de données de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux (<http://rtais.wto.org/>) ou de celle sur les accords commerciaux préférentiels (<http://ptadb.wto.org/>).

3. En conséquence, les notifications ci-après ont été reçues:

FÉDÉRATION DE RUSSIE

(Notification en anglais)

- Les règles d'origine pour la position tarifaire n° 2523 (ciment) énoncées dans l'Accord du 20 novembre 2009 sur les règles pour la détermination du pays d'origine des marchandises dans la Communauté d'États indépendants ont été modifiées.
- Certaines modifications ont été apportées à la liste des conditions qui doivent être remplies en ce qui concerne les opérations de fabrication et les opérations techniques pour que l'origine d'un pays soit conférée à une marchandise (une annexe a été ajoutée aux règles pour la détermination du pays d'origine des marchandises dans la Communauté d'États indépendants en date du 20 novembre 2009. Les États membres de la Communauté d'États indépendants sont convenus d'élaborer et de mettre en œuvre un système de vérification électronique pour les certificats conformes aux règles du pays d'origine des marchandises afin de faciliter les échanges. Les dispositions respectives décrivent le mécanisme d'interaction entre les autorités douanières autorisées de la partie importatrice et de la partie exportatrice qui sont chargées de l'exploitation du système de vérification électronique et de la vérification de l'origine des marchandises sur la base du formulaire de certificat CT-1.

- Ces modifications ont été approuvées par le Protocole du 28 septembre 2012 et le Protocole du 20 novembre 2013 annexés à l'Accord du 20 novembre 2009 sur les règles pour la détermination du pays d'origine des marchandises dans la Communauté d'États indépendants.¹
-

¹ Les deux protocoles peuvent être consultés par les Membres au Secrétariat.